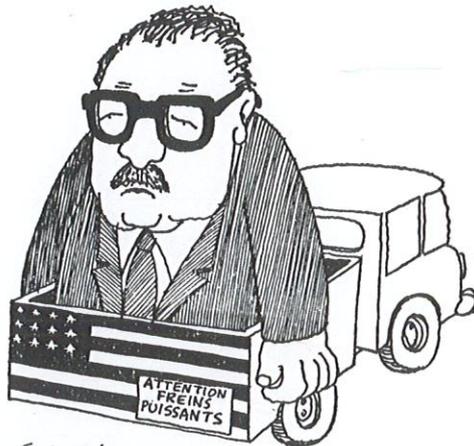


Les problèmes économiques de la transition : le cas chilien



1. L'analyse de la structure sociale chilienne.
2. Les objectifs de l'Unité populaire.
3. La politique de nationalisation et les obstacles.
4. Politique d'augmentation du pouvoir d'achat.
5. Des goulets d'étranglement.
6. L'inflation galopante.
7. La politique du gouvernement.
8. L'impuissance et ses conséquences.

Les problèmes économiques de la transition : le cas chilien

Toute politique économique de gauche se heurte à un certain nombre d'obstacles, de « contraintes » que l'on désigne généralement sous le terme de « contraintes économiques ». En réalité comme le montrent les exemples récents du Chili et du Portugal, les contraintes rencontrées sont de divers types : législatives et juridiques, économiques, sociales, internationales, etc. Sauf révolution violente et liquidation de l'ancienne classe dirigeante, les nouveaux gouvernants ne peuvent partir de zéro, faire table rase de tout un passé ; il leur faut tenir compte des situations existant lors de la prise du pouvoir. Pour asseoir et renforcer celui-ci ils sont conduits à envisager telle ou telle politique et les « contraintes » qu'ils vont rencontrer sont elles-mêmes fonction du type de politique choisis.

Nous voudrions ici, à partir du seul exemple du Chili, examiner les obstacles rencontrés par le gouvernement de l'Unité populaire pour la mise en œuvre de son programme économique, tant conjoncturel que structurel.

I L'analyse de la structure sociale chilienne

■ Il est impossible de comprendre les événements qui se sont déroulés au Chili de 1971 à 1973 sans faire référence à la structure sociale de la société chilienne. C'est seulement à partir de l'analyse de cette réalité qu'il est en effet possible de lire et de comprendre la dynamique des processus économiques et politiques. Mais c'est également la prise en compte de cette réalité qui permet d'éviter de plaquer mécaniquement le cas chilien sur ce qui pourrait se développer en France dans le cas d'une arrivée de la gauche au pouvoir.

■ En 1970, au moment où débute l'expérience chilienne, la population active (trois millions de personnes), se répartit ainsi : 24,6 % dans l'agriculture, 28,5 % dans les mines, l'industrie et le bâtiment, 46,8 % dans les transports, le commerce, l'administration et les services. Le caractère essentiel de cette population est l'énorme importance du secteur tertiaire. Depuis 40 ans, le recul du travail agricole s'est accompagné, non pas d'un progrès, mais d'un recul relatif (en pourcentage) du secteur secondaire, alors que le tertiaire n'a cessé de se gonfler.

Au sein de ce tertiaire il faut distinguer d'un côté le secteur bureaucratique, les « fonctionnaires », de l'autre les « Grémios » (commerçants, transporteurs, professions libérales). Les premiers, éloignés de la droite libérale, ne sont favorables à l'Unité populaire que dans la mesure où celle-ci maintient les privilèges relatifs qui dans la mesure où celle-ci maintient les privilèges paysanne. Le réflexe « classe moyenne » jouera lorsque leurs privilèges seront entamés.

Les seconds, les « Grémios », de par l'ampleur même des populations qu'ils rassemblent, constituent d'une certaine façon une classe « parasitaire ». Ils se maintiennent d'une manière incompatible avec le progrès économique du pays. Les tentatives de l'Unité populaire pour allier ces Grémios échoueront et leurs réactions (grève des transporteurs par exemple) face à la remise en cause de leurs prérogatives et à la poussée populaire, leur volonté de maintenir, coûte que coûte, leurs avantages constitueront un des facteurs essentiels de l'échec de l'expérience chilienne.

■ La majorité des ouvriers chiliens travaillent dans des petites et moyennes entreprises ; le rôle des ouvriers qualifiés est faible. Seule une fraction de la classe ouvrière est employée dans de grandes entreprises. Tandis que les travailleurs des petites et

moyennes entreprises ainsi d'ailleurs que les salariés non permanents, seront les artisans principaux des mouvements de base appuyant l'action de l'Unité populaire, ou même la précédant, il n'en sera pas de même de tous les travailleurs des grandes entreprises. Des corporations comme celles des mineurs de cuivre ou des sidérurgistes, bénéficiant d'une situation relativement privilégiée par rapport aux autres ouvriers, pencheront facilement vers la défense de leurs avantages : en mai-juin 1973, la grève des mineurs de cuivre d'El Teniente recevra l'appui de la droite ; en septembre 1973, les élections syndicales dans la sidérurgie donneront la majorité aux opposants à l'Unité populaire. Cette fraction de la classe ouvrière a peur d'une société qui donnerait le pouvoir aux masses populaires et qui par là même réduirait les avantages relatifs qui la distinguent du peuple et lui donne presque un statut de classe moyenne.

■ A la campagne, affaiblis depuis les années 1930 par le maintien de prix agricoles bas, plus soucieux d'investir en ville la rente foncière que de gérer leurs domaines, les propriétaires ne constituent pas, sauf dans certaines régions du Sud, une véritable classe capitaliste, ce qui explique l'absence au Chili de véritables mouvements paysans comme on en trouve en Bolivie ou au Pérou (1). Soucieuse de se constituer une clientèle, la Démocratie chrétienne a pu mettre en œuvre sous le gouvernement Frei, un début de réforme agraire sans rencontrer une résistance trop forte de la part des propriétaires absenteïstes. En détruisant les très grandes propriétés (latifundios) cette réforme eut pour but, à la fois de permettre le développement d'exploitations privées modernes et d'installer au sein du secteur « réformé » une couche de producteurs, sorte de classe moyenne qui pourrait servir d'appui à la Démocratie chrétienne. Mais cette réforme ne résoud nullement le problème du sous-emploi agricole et la masse des travailleurs qui n'en bénéficient pas constitue un prolétariat rural qui n'hésitera pas dans certains cas à s'approprier les terres qu'on lui refuse.

2 Les objectifs de l'Unité Populaire

■ Dans son premier message au Congrès le Ministre des Finances du gouvernement définit ainsi la politique : « La politique économique du gouvernement de l'Unité populaire a comme

(1) A Touraine : *Vie et mort du Chili populaire*, Le Seuil, 1974, p. 145.

objectif fondamental de remplacer la structure économique actuelle, de faire disparaître le pouvoir du capital monopoliste national et étranger et celui des latifundios pour entamer la construction du socialisme. Pour parvenir à ces objectifs, le gouvernement cherchera dès maintenant le développement des trois secteurs de propriété : social, mixte et privé. Le secteur social sera dominant et formé par les entreprises qui sont actuellement aux mains de l'Etat, plus celles qui se créeront plus tard et celles qui seront expropriées, surtout celles qui sont situées dans les secteurs de nos richesses de base, les grands monopoles nationaux et étrangers. »

Pour frapper les bases économiques du grand capital on envisage la nationalisation des banques ; dans le secteur industriel, outre l'expropriation des mines de cuivre aux mains du capital étranger, on recense 150 « monopoles » qui ont vocation à être intégrés dans le secteur de propriété sociale ou « aire de propriété publique ». Enfin on prévoit aussi des interventions de l'Etat dans le domaine du commerce extérieur et de la distribution.

■ C'est donc une *stratégie antimonopoliste* qui est préconisée. Une alliance est proposée à la « bourgeoisie non monopoliste » considérée jusqu'alors comme exploitée par les monopoles qui vendent « cher les matières premières » et achètent « bon marché ses produits ». Il s'agit sinon d'obtenir le soutien actif de ces couches, du moins de les neutraliser par une utilisation dirigée des ressources de l'Etat qui les favoriserait et par une nouvelle orientation du marché.

La politique prévue vise aussi à « fortifier » les secteurs populaires : en augmentant le niveau de vie des masses ; en instaurant une participation du prolétariat à la gestion économique dans le secteur propriété sociale ; en réalisant « l'approfondissement et l'extension de la réforme agraire ».

3 La politique de nationalisation et les obstacles

■ La nationalisation des mines de cuivre aux mains des sociétés américaines est votée à l'unanimité dès 1971. Elle se fait sans indemnisation, mais au cours des années antérieures les sociétés ont ralenti les investissements et exploité les gisements dans des buts de profits à très court terme. Cette expropriation va avoir des conséquences sur les possibilités du Chili de recourir au crédit international. Les principaux prêteurs sont des

banques privées américaines et la Banque Mondiale qui accorde une « aide au développement ». Les Etats-Unis décident de lier leurs prêts à une indemnisation des sociétés minières, quant à la Banque Mondiale, comme elle le fait toujours, elle supprime tout crédit suite à la nationalisation.

En 1971, banques et institutions financières passent presque intégralement sous contrôle de l'Etat par rachat des actions. Mais les obstacles vont surgir à propos de la nationalisation des entreprises industrielles et commerciales visant à constituer une « aire de propriété sociale » dominante. L'Unité populaire, et c'est là une contrainte que nous retrouverons en d'autres occasions, ne dispose pas de la majorité au Parlement. Si elle veut opérer légalement la nationalisation, il lui faut convaincre la Démocratie chrétienne de joindre ses voix à celle de la gauche. En octobre 1971, Allende propose à la DC un projet selon lequel seraient nationalisées toutes les entreprises ayant un patrimoine supérieur à 14 millions d'escudos, ce qui représente environ 250 entreprises. La Démocratie Chrétienne refusant, un nouveau projet limite à 90 le nombre des sociétés à intégrer au secteur public, mais aucun accord ne sera possible et finalement le gouvernement recourt à sa seule arme légale : l'intervention. C'est-à-dire qu'en cas de conflit social l'Etat a le pouvoir de nommer un fonctionnaire à la tête de l'entreprise pour assurer la continuité de son fonctionnement.

En fait cette procédure ne fait que couvrir l'action de base des travailleurs qui, lassés des tergiversations, agrandissent eux-mêmes le secteur de propriété sociale.

■ Mais le secteur public ainsi constitué est très différent de celui envisagé au départ. Fin 1972 dans le secteur de propriété sociale et de propriété mixte contrôlé par l'Etat, on dénombre 202 entreprises industrielles ; certaines qui figuraient dans les propositions de départ sont restées privées, tandis que l'expropriation s'est étendue à des sociétés pour laquelle elle n'était nullement prévue.

On évalue alors le poids du secteur de propriété sociale à plus de 40 % de la valeur brute de la production industrielle, mais ce poids est très variable selon les secteurs. Le contrôle étatique est particulièrement important pour les biens d'équipement et les produits intermédiaires avec toutefois des zones de faiblesse : 3,9 % seulement pour les matériaux de transport, 11,4 % pour les machines non électriques, 2 % pour le papier et la cellulose. Dans le secteur des biens de consommation le poids du secteur public est nettement plus réduit : 17,3 % dans l'alimentation, 1,3 % pour les chaussures et vêtements ; il n'y a que l'industrie textile où le poids du public avoisine la

moitié (48,8 %) ; ceci n'est sans doute pas sans rapport avec une tradition de lutte syndicale des travailleurs de cette branche.

Dans le domaine agricole, le mouvement paysan qui se développe à partir de septembre 1970 réclame l'accélération des expropriations engagées par le gouvernement précédent et les deux campagnes de réforme agraire de 1971 et 1972 vont sonner le glas de la grande propriété : 3 150 propriétés couvrant 350 000 hectares irrigués sont expropriées. Les bénéficiaires en sont 40 000 travailleurs. Le secteur ainsi « réformé » occupe 40 % de la surface irriguée totale et 23 % des terres arables non irriguées.

4 Politique d'augmentation du pouvoir d'achat

■ Avant même d'entamer les procédures de nationalisation, le gouvernement d'Unité populaire met en œuvre une politique de pouvoir d'achat.

D'octobre 1970 à fin 1971 l'ensemble des salaires augmente. Les salaires ouvriers les plus bas et les salaires paysans sont pratiquement doublés, tandis que les augmentations sont d'autant moins élevées que les rémunérations sont plus fortes. Dans le même temps, grâce à des contrôles de prix qui imposent même des baisses pour les produits de consommation populaire et pour les loyers, la hausse des prix tend à décroître : 22 % seulement en 1971 contre 35 % en 1970.

Ce double effort entraîne au cours de la période une amélioration certaine du pouvoir d'achat. Selon les indices officiels, les salaires réels croissent de 9 % d'octobre à décembre 1970, c'est-à-dire pendant les deux premiers mois du nouveau régime (alors que la hausse n'avait pas dépassé 2,8 % au cours des dix premiers mois de l'année) ; pour l'année 1971 la progression se poursuit : 22,1 % d'accroissement des salaires réels.

En conséquence la part des profits dans le revenu national baisse fortement, celle des salaires passe de 55 à 62 % ; cependant, en valeur absolue, les profits se maintiennent car dans le même temps le taux de croissance du revenu national s'est accéléré (3,8 % en 1970, 8,3 % en 1971).

Cette politique des rémunérations est couplée avec un effort d'investissement public dans les domaines du logement, des travaux publics, etc. programmes qui ont un effet sur la réduction du chômage : le taux de chômage passe de 8,3 % en 1970 à 3,8 % en 1971.

■ Si l'on se réfère à ces seuls indices, la politique à court terme de l'Unité populaire semble donc aboutir à un plein succès : augmentation du pouvoir d'achat avec une certaine redistribution, relance de l'activité (la production industrielle croît de 14,2 % en 1971), réduction du chômage. Mais « l'année 1971 ne peut être si bonne que parce qu'on y mangea à la fois le pain du passé et celui de l'avenir. Du passé parce qu'il avait créé des capacités de production sans les utiliser, de l'avenir parce qu'on omit d'en créer de nouvelles (2) ».

En effet l'Unité populaire prend en main les destinées d'un pays en pleine dépression économique ; celle-ci commença depuis 1967 atteint son plus bas niveau en 1970. Les capacités productives non utilisées sont alors estimées à 35-40 %. Une étude postérieure révélera que la capacité excédentaire n'était en fait que de 12 %. Le surplus de demandes provoqué par la politique de pouvoir d'achat va donc rapidement excéder les capacités productives disponibles d'où à la fois une pression sur les prix et la nécessité de recourir aux importations pour satisfaire la demande excédentaire.

5 Des goulets d'étranglement

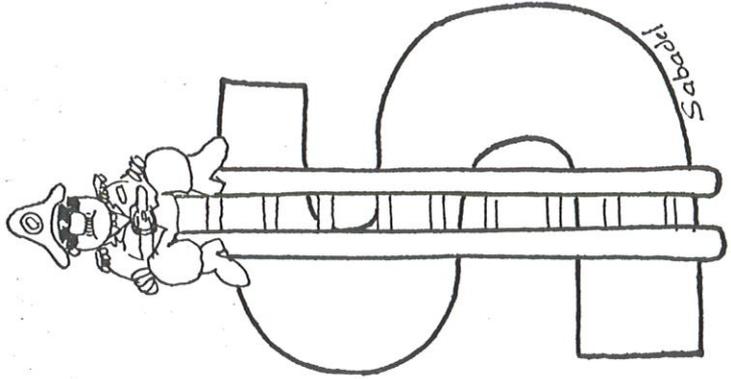
■ Les stocks importants accumulés suite à la dépression étant rapidement épuisés, les capacités de production maximum dépassées, il importerait alors d'opérer au plus vite des investissements, à la fois pour accroître la production et pour la réorienter en direction des besoins de la masse populaire dont le pouvoir d'achat s'est accru.

En fait dès 1971, alors que la consommation personnelle augmente de 15,5 %, l'investissement brut chute de 24 % et encore cette baisse est freinée par l'importance de l'investissement public : les seuls investissements privés enregistrent une diminution de l'ordre de la moitié par rapport à l'année précédente. Ceci résulte de toute une série de phénomènes : crainte des entrepreneurs privés d'être nationalisés, surtout à partir du moment où le mouvement des masses impulse les expropriations, réduction des fonds propres des entreprises résultant des hausses de salaires, absence d'intérêt pour un investissement qui ne rapporterait pas suffisamment de profits.

Le recours aux importations pour permettre de satisfaire la demande interne va lui aussi trouver rapidement ses limites.

(2) S.-C. Kolm : *La transition socialiste*, Cerf, 1977, p. 185.

Certes le gouvernement précéda à l'Unité populaire des réserves de devises (représentant environ un tiers des importations d'une année) mais il lui a aussi transmis l'une des plus fortes dettes extérieures du monde. En 1971 son remboursement excède le tiers des exportations. Celles-ci voient d'ailleurs leur « rendement » décroître ; alors que le cuivre en constitue 87 %, curieusement on assiste à une baisse des cours de ce métal résultant semble-t-il d'une diminution anormale des stocks détenus par les USA. Au déficit commercial s'ajoute l'évasion de capitaux nationaux qui parviennent à sortir du pays malgré les interdictions officielles et la diminution des entrées : en 1971, les entrées de capitaux ne représentant que le cinquième de ce qu'elles étaient les années précédentes ; tout prêt américain a pratiquement cessé et le gouvernement ne peut guère compter que sur des crédits à long terme de pays socialistes et sur des prêts à court terme de banques privées non américaines. Dès 1972 les réserves sont épuisées.



■ La crainte d'une détérioration trop rapide de la balance commerciale a amené en 1971 une réorientation des importations : celles de biens de consommation croissent de 48,3 % alors que les équipements, stocks, pièces de rechange, d'origine étrangère, ne sont pas pas renouvelés. Outre l'effet sur l'investissement, une telle situation a un impact direct sur certaines industries qui se sont installées dans le pays pour profiter d'une main-d'œuvre à bon marché et importent une bonne partie des produits bruts et intermédiaires qu'elles transforment : le manque de devises va les conduire à freiner ou cesser leur production.

Plus ou moins bloqué sur le plan des crédits extérieurs, le gouvernement l'est aussi en ce qui concerne la possibilité de recettes nouvelles sur le plan intérieur. En effet, il appartient au Congrès de décider des impôts nouveaux. Le Congrès étant hostile à l'Unité populaire il n'est pas question d'obtenir de lui des impôts frappant les classes les plus riches pour permettre des transferts sous diverses formes en direction des pauvres. Il faut d'ailleurs noter qu'en ce domaine, même avec un Congrès favorable, la marge de manœuvre de l'Unité populaire aurait été assez faible dans la mesure où elle entendait ne pas pénaliser la bourgeoisie non monopoliste et ne pas toucher aux privilèges de certaines classes moyennes dont elle escomptait se faire des alliés.

Faute de recettes nouvelles, le budget chilien connaît un déficit croissant : 52 % en 1971, 69 % en 1972, 112 % en 1973. Le financement d'un tel déficit par l'emprunt est exclu, compte tenu de l'hostilité au gouvernement des prêteurs potentiels. Reste donc le financement par endettement auprès de la banque centrale, c'est-à-dire l'émission de monnaie, ce que l'on appelle « l'impôt d'inflation ».

6 L'inflation galopante

■ En 1971 la masse monétaire croît de 113 %, mais le taux d'inflation reste modeste : 22 %. Cette situation favorable ne se poursuit pas en 1972 : aux 172 % d'accroissement de la masse monétaire correspond une hausse des prix de 163 %. C'est bien pire en 1973 : 322 % pour la masse monétaire, 508 % pour les prix et ceci en se basant sur l'indice officiel qui fait abstraction du marché noir. En juillet 1973, l'inflation est de l'ordre de 1 % par jour, pour le seul mois d'octobre elle sera de 88 %.

Quels sont les facteurs de cette accélération ?

A partir de 1972 les entreprises de l'aire de production connaissent un énorme déficit. Le blocage des prix appliqué sans distinction dans le but de favoriser la consommation profite en fait aux entreprises privées utilisant les biens intermédiaires produits par ces entreprises publiques. En effet, le secteur public regroupe essentiellement des sociétés productrices de biens d'équipement et de biens intermédiaires et n'est que très peu représenté dans le secteur des biens de consommation, alors que c'est l'inverse pour le secteur privé. L'idée de base consistant à penser que la fourniture à bas prix de matières premières, d'énergie, de semi-produits aux entreprises privées produisant des biens de consommation permettrait de fournir ces biens à bon marché à la population, ne tient plus à partir du moment où s'installe un fort déséquilibre entre une demande croissante et une offre stable.

■ Malgré le blocage des prix, les entreprises privées, beaucoup moins contrôlées par l'Etat et les travailleurs que les entreprises publiques laissent jouer la loi du marché. Dès la fin de 1971 on observe des phénomènes d'accaparement, de désapprovisionnement avec apparition du marché noir ; ces phénomènes tendent à se généraliser en 1972, l'inflation s'ins-talle, alimentée par l'abondante émission monétaire.

Le déficit des entreprises de l'aire de propriété sociale va aller croissant au cours des années ; en 1973 on l'estimait à environ 66 % du revenu des ventes. Pour combler ce déficit et permettre aux entreprises de continuer à payer les salaires l'Etat leur ouvre auprès des banques une ligne de crédit illimitée. Cette situation où le déficit est automatiquement comblé n'est pas sans influencer sur l'efficacité économique et tend à remettre en cause l'idée d'une saine gestion permettant de dégager un surplus ou tout au moins d'avoir les pertes les moins élevées possibles.

7 La politique du gouvernement

Face au déséquilibre entre offre et demande, à l'inflation, au déficit du secteur public, le gouvernement de l'Unité populaire envisage au début de 1972 un infléchissement de sa politique.

Deux options s'offrent à lui.

■ La politique que soutient l'ancien ministre de l'Economie P. Vuskovic est une politique plus ferme vis-à-vis du secteur resté capitaliste et vis-à-vis de la bourgeoisie dans son ensemble, nécessitant un appui plus important sur la classe ouvrière et l'action de la base. Il compte prélever le surplus contrôlé par la bourgeoisie grâce à un élargissement du secteur de propriété sociale, c'est-à-dire une extension des nationalisations. Il propose en outre l'imposition de charges supérieures aux classes favorisées et une modulation de la politique des prix permettant de rétablir la situation des entreprises publiques. « En même temps, on posait la soumission des activités des entrepreneurs au contrôle de la classe ouvrière, pour empêcher que ceux-là tentent de compenser la réduction de leur profit en se moquant des prix établis et en développant des activités spéculatives ; un tel contrôle devait aller dans le sens d'obliger les capitalistes à investir le surplus dans des lignes de production de biens de consommation populaire qu'ils contrôlaient encore, renforçant les investissements entrepris par le gouvernement (3). » P. Vuskovic pour lutter contre l'emprise de l'impérialisme des Etats-Unis envisage de suspendre le paiement de la dette extérieure et d'ouvrir des négociations bilatérales avec des groupes capitalistes d'autres pays afin de maintenir le flux des importations malgré la disparition des réserves de devises.

■ L'autre alternative proposée par le dirigeant du PC, O. Millas qui deviendra ministre des Finances n'entend nullement remettre en cause la politique suivie jusqu'alors qui postule la nécessité pour l'Unité populaire de ne pas s'aliéner la confiance de la bourgeoisie non monopoliste. Il convient dans cette optique de limiter les nationalisations au strict nécessaire, c'est-à-dire aux 90 entreprises prévues en dernier lieu, pour ce faire on envisage de redonner aux propriétaires privés les entreprises expropriées sous la pression des travailleurs. Par un relèvement des prix on entend assurer aux entrepreneurs privés un profit raisonnable afin de les encourager à reprendre leurs investissements, seul moyen pour rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande. Enfin on refuse toute extension du contrôle ouvrier pour ne pas effrayer les classes moyennes et la bourgeoisie non monopoliste. En 1973 le Parti communiste proposera de remettre en cause le fonctionnement des conseils d'administra-

(3) R.-M. Marini, S. Sepulveda : *Politique économique de la voie chilienne* in *Critiques de l'économie politique*, n° 16-17, p. 231.

tion des entreprises publiques où siègent par moitié représentants de l'Etat et représentants élus des travailleurs. Il s'agit pour lui d'instituer à la place une cogestion Etat-syndicat permettant de lier revendications économiques des ouvriers et augmentation de la productivité de l'entreprise.

C'est cette politique proposée par O. Millas que le gouvernement s'efforce de mettre en œuvre. Elle va se heurter à la fois aux réactions des travailleurs de base qui s'organisent dans les « cordons industrielles » (les « cordons ») pour s'opposer à la remise aux patrons des entreprises occupées, et aux réactions de plus en plus violentes du patronat et de certaines couches moyennes (grèves du patronat, des transporteurs...).

8 L'impuissance et ses conséquences

■ La décision prise en juillet 1972 de relever les prix pour tenir compte du déséquilibre entre offre et demande déclenche une vague inflationniste irréversible. Celle-ci va être à la fois la cause et la conséquence des conflits qui s'avivent au sein de la société chilienne entre les classes populaires qui voient leurs avantages remis en cause et les entrepreneurs du commerce et de l'industrie qui profitent de la généralisation du marché noir et voient poindre la possibilité d'une défaite de l'Unité populaire.

■ L'inflation entraîne une baisse du pouvoir d'achat des salariés : dès 1972 la croissance des salaires est en retard sur la hausse des prix et les salaires réels baissent de 2,7 % ; leur part dans le revenu national est ramenée à 54 %, c'est-à-dire un peu moins qu'en 1970 (55 %), les profits au contraire se relèvent. En 1973, durant les six premiers mois les salaires réels chutent de 22,5 % et de 18,5 % au cours des deux mois suivants ; c'est-à-dire que dès juillet 1973 les avantages acquis dans la première période de l'Unité populaire sont annulés. Ces calculs fondés sur les indices officiels travestissent en fait la réalité puisqu'ils ne tiennent pas compte de l'existence des prix de marché noir.

La mise en place des JAP (commissions d'approvisionnement et des prix), animées par des organisations de gauche, tend à assurer une distribution d'aliments à bas prix aux couches populaires en dehors du circuit normal, ce qui limite les effets de l'inflation, mais suscite évidemment les réactions des commerçants.

■ L'inflation engendre aussi le mécontentement de la classe moyenne des salariés, notamment des fonctionnaires. Ne bénéficiant pas des distributions directes de produits, ceux-ci subissent de plein fouet les effets de la montée des prix et du développement du marché noir. A ceci s'ajoute toute une série d'éléments qui les rendent de moins en moins solidaires de l'Unité populaire : crainte face au mouvement des masses que l'Etat ne contrôle pas ; absence d'une politique bien définie dans laquelle ils pourraient inscrire leur action ; beaucoup de fonctionnaires de niveau élevé sont aussi choqués parce que leur carrière est stoppée par l'arrivée de clients des partis au pouvoir...

■ L'inflation entraîne enfin une désorganisation de la production elle-même. C'est ainsi par exemple qu'on assiste à une baisse de la production de sucre. Les paysans du secteur « réformé » préfèrent se consacrer à des cultures dont les prix sont libres, plutôt que de produire des betteraves achetées à un prix fixe peu élevé. Toujours dans l'agriculture, les surfaces cultivées en 1972-1973 diminuent de 22,4 %, c'est-à-dire à leur plus bas niveau depuis 40 ans, entraînant une chute de 16,8 % de la production agricole. En août 1973 A. Touraine écrit : « Le mouvement dont la classe ouvrière constitue la base sociale a été jusqu'ici peu orienté vers les problèmes du travail et de l'entreprise. Non pas que de nombreux et constants efforts n'aient été entrepris ; tout un système de gestion et de participation ouvrière a été mis sur pied. Mais dans l'ensemble, les affrontements politiques, la saisie des entreprises comme arme dans la lutte des classes, les conséquences de l'inflation et de la désorganisation économique n'ont cessé de prendre de l'importance reléguant au second plan les problèmes du travail et de la gestion de la production (4). »

L'inflation, la désorganisation économique, l'affrontement direct entre les classes, alors que l'Etat semble de plus en plus impuissant à définir une politique, l'intervention étrangère (CIA, ITT...) : tous ces éléments se conjuguent pour précipiter ainsi la fin sanglante du gouvernement d'Unité populaire en septembre 1973.

Michel BRANCIARD